COMMISSION EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME

PREMIERE CHAMBRE

Requête N° 24816/94

Marco Boscaro

contre

Italie

RAPPORT DE LA COMMISSION

(adopté le 4 juillet 1995)

I. INTRODUCTION

1. Le présent rapport concerne la requête No 24816/94 introduite le 10 août 1993 contre l'Italie et enregistrée le 7 juin 1994. Le requérant est un ressortissant italien né en 1965 et réside à Castellanza (Varèse).

Le Gouvernement défendeur a été représenté, en qualité d'Agent, d'abord par M. Luigi Ferrari Bravo, puis par M. Umberto Leanza, successivement Chefs du service du Contentieux diplomatique au Ministère des Affaires étrangères.

2. Cette requête, qui porte sur la durée d'une procédure civile, a été communiquée le 6 septembre 1994 au Gouvernement. A la suite d'un échange de mémoires, la requête a été déclarée recevable le 11 avril 1995. Le texte de la décision sur la recevabilité est annexé au présent rapport.

3. Ayant constaté qu'il n'existe aucune base permettant d'obtenir un règlement amiable au sens de l'article 28 par. 1 b) de la Convention, la Commission (Première Chambre), après délibération, a adopté le 4 juillet 1995 le présent rapport conformément à l'article 31 par. 1 de la Convention, en présence des membres suivants :

M. C.L. ROZAKIS, Président
Mme J. LIDDY
MM. E. BUSUTTIL
A.S. GÖZÜBÜYÜK
A. WEITZEL
M.P. PELLONPÄÄ
B. MARXER
G.B. REFFI
B. CONFORTI
N. BRATZA
I. BÉKÉS
E. KONSTANTINOV
G. RESS
A. PERENIC
C. BÍRSAN

4. Dans ce rapport, la Commission a formulé son avis sur le point de savoir si les faits constatés révèlent, de la part de l'Italie, une violation de la Convention.

5. Le texte du présent rapport sera transmis au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe conformément à l'article 31 par. 2 de la Convention.

II. ETABLISSEMENT DES FAITS

6. Le 5 décembre 1986, le requérant fut assigné par M. P. devant le tribunal de Busto Arsizio (Varèse) afin d'obtenir réparation des dommages résultant d'un accident de la circulation.

7. La mise en état de l'affaire commença le 25 février 1987. Six audiences plus tard, le 2 novembre 1988, le juge de la mise en état ajourna l'audition de témoins au 5 avril 1989. Cette audience fut renvoyée d'office au 25 octobre 1989 car le greffe du tribunal faisait grève. L'instruction se termina, sept audiences plus tard, le 2 février 1994 par la présentation des conclusions.

8. L'audience de plaidoirie devant la chambre compétente fut fixée au 17 février 1995. Au 28 mars 1995, le texte du jugement - rendu à une date non précisée - n'avait pas encore été déposé au greffe. D'après les informations du requérant du 23 mai 1995, le jugement a été publié à une date non précisée.

III. AVIS DE LA COMMISSION

9. Le requérant se plaint de la violation du principe du délai raisonnable prévu à l'article 6 par. 1 (art. 6-1) de la Convention.

10. Cette procédure tend à faire décider d'une contestation sur des "droits et obligations de caractère civil" et se situe donc dans le champ d'application de l'article 6 par. 1 (art. 6-1) de la Convention.

11. La procédure litigieuse, qui a débuté le 5 décembre 1986 et s'est terminée en première instance au plus tôt le 28 mars 1995 et au plus tard le 23 mai 1995, a au minimum duré plus de huit ans et trois mois.

12. Conformément à la jurisprudence de la Cour et de la Commission en la matière et sur la base des informations fournies par les deux parties, la Commission a relevé des retards imputables aux juridictions nationales l'amenant à considérer que la durée de la procédure litigieuse est excessive et ne répond pas à l'exigence du "délai raisonnable".

CONCLUSION

13. La Commission conclut, à l'unanimité, qu'il y a eu, en l'espèce, violation de l'article 6 par. 1 (art. 6-1) de la Convention.

Le Secrétaire
de la Première Chambre

(M.F. BUQUICCHIO)

Le Président
de la Première Chambre

(C.L. ROZAKIS)